

## **Déclaration des représentants des personnels enseignants et d'éducation à la commission permanente du lycée Cornat de Valognes du 2 février 2022**

L'éducation nationale est en crise. 20 mois après le début du premier confinement, les personnels du service public d'éducation poursuivent par leur dévouement un effort ininterrompu pour maintenir l'« école ouverte », mérite que s'attribue curieusement personnellement notre ministre ! Car la tâche aurait peut-être été plus facile sans un lycée déstructuré par sa réforme du lycée et du bac, sans un déni permanent des difficultés d'apprentissage dans ce contexte sanitaire.

Passons sur les multiples scandales qui se succèdent dans notre ministère pour se focaliser sur le principal, celui qui nous préoccupe finalement aujourd'hui à travers les moyens octroyés pour le lycée à la rentrée prochaine : depuis 5 ans, les postes d'enseignants supprimés dans le 2<sup>nd</sup> degré représentent 7900 postes soit l'équivalent des moyens utiles à 175 collèges ! Pour la rentrée prochaine, 440 postes sont encore retirés aux collèges et lycées en France comme si les retards d'apprentissage depuis le début de la pandémie avaient disparu par magie. Les élèves au contraire ont besoin d'un encadrement supérieur, avec la possibilité de travailler en petits groupes et avec davantage de sérénité par rapport aux évaluations prises en compte pour le Bac.

C'est ce qui sera refusé aux élèves du lycée puisque la DHG proposée pour l'année 2022-23 prévoit le retrait de 74h soit l'équivalent de + de 4 postes. Aucun lycée du département ni même de l'académie dans son périmètre caennais ne subit un tel retrait. En transformant 10 HSA en HP, le rectorat a pris conscience que cette DHG imposée au lycée Cornat n'était pas acceptable pour organiser la rentrée. La part d'HSA est trop importante mais surtout le volume est insuffisant : des heures manquent pour limiter les effectifs en seconde et dans les groupes de spécialités en première et terminale, dédoubler efficacement en sciences, en EMC et en langues...

Que l'on nous explique pourquoi avec des effectifs plus importants pour cette rentrée 2022 que pour celle de 2016, le lycée se voit supprimer 87 heures sur sa dotation et que les heures postes ont été réduites de 148 heures, l'équivalent de plus de 8 postes et qu'en même temps, les heures supplémentaires ont été multipliées par plus de deux. Un constat affligeant en à peine 6 ans ! Derrière des discours flatteurs, la vérité est bien différente. La priorité incontestablement n'est pas à l'éducation.

Que l'on ne nous oppose pas le coût des demandes que nous faisons. Des millions d'euros sont rendus par le ministère depuis 2 ans, le SNU gaspille des moyens considérables, un demi-million d'euros est versé à un cabinet privé de conseil en stratégie pour un colloque sur les salaires des profs qui n'a pas eu lieu !

Dans l'intérêt des élèves, les suppressions de postes prévues à la rentrée prochaine doivent être immédiatement annulées et la DHG du lycée rétablie.